

que le Pakistan perdrait son accès direct à la Chine. Le Front exige que le nouvel État envisagé comprenne non seulement les régions du Cachemire sous contrôle indien mais aussi les régions suivantes : l'Azad Kasmir (ou Cachemire libre), le Cachemire, le Gilgit, l'Hunza et le Baltistan, que le Pakistan occupe, ainsi que les poches territoriales que ce dernier a cédé à Beijing. La moitié de la capacité de production hydroélectrique du Pakistan et les sources du Chenab, l'un de ses principaux fleuves, se trouveraient à l'intérieur de la nouvelle entité. De plus, outre les objections stratégiques et économiques pakistanaises, la création d'un Cachemire indépendant à majorité musulmane invaliderait la raison d'être-même du Pakistan « patrie des musulmans du sous-continent », que la sécession du Bangladesh, avec l'appui de l'Inde, avait déjà sapée.

Bien que le Pakistan affirme que toute l'aide au Cachemire provient de sources privées et non gouvernementales, le Front a dévoilé ses liens avec Islamabad dans une attaque en détail, menée le 26 avril, dans laquelle il a révélé que l'insurrection était dirigée depuis l'Azad Kasmir par le « général Intiaz », chef de la « cellule n° 202 » des services secrets pakistanais. Réaffirmant que son objectif était « l'indépendance du Grand Cachemire », le Front a déclaré que « quiconque se laisserait manipuler par les services secrets pakistanais pour servir ses propres visées étroites, à savoir, devenir maître du territoire kasmiri entier, serait considéré comme un traître par le peuple kasmiri ».

Les services secrets pakistanais, dirigés par des officiers fondamentalistes nommés sous le régime de feu le président Zia Ul-Haq, sont en partie responsables de ce que le Front de libération croit à tort que le *Hezbe Islami* dominerait un mouvement rebelle unifié et qu'il le forcerait à mettre en sommeil sa demande d'indépendance. Le Cachemire, dans ce cas, serait submergé par la vague fondamentaliste qui se répand déjà dans le Moyen-Orient et, non loin de là, en Asie centrale soviétique.

Encore amers d'avoir perdu le Bangladesh, beaucoup de dirigeants pakistanais ont vu avec le Cachemire une occasion peu risquée de rendre à leur puissant voisin la monnaie de sa pièce. L'acquisition de l'option nucléaire et le flot continu d'armes américaines ont suscité une confiance enivrante. Lors de passages à Islamabad en juillet 1988 et en octobre 1989, on m'a assuré à maintes occasions que l'Inde ne lancerait pas une contre-attaque générale en réponse à la subversion au Cachemire, comme elle l'avait fait en 1965, parce que la dissuasion nucléaire pratiquée par le Pakistan rendrait cette réaction trop dangereuse.

À la surprise et à la consternation des services secrets, le Front de libération dépasse maintenant le *Hezbe Islami*. Le fondamentalisme islamique, d'implantation récente au Cachemire, compte des adhérents tout dévoués à leur cause, mais en nombre limité. Le Front en appelle bien plus largement et profondément à l'aspiration à l'autonomie depuis longtemps ancrée dans la vallée du Cachemire, une région montagneuse où l'on parle une langue distincte et où le sentiment d'une identité propre est fort. Bien avant leur lutte actuelle contre l'absorption par l'Inde à majorité hindoue, les musulmans de la vallée du Cachemire ont résisté à l'intégration par des dirigeants musulmans, notamment par l'empereur moghol Akbar, en 1586, et par l'Afghan Ahmad Shah, deux siècles plus tard.

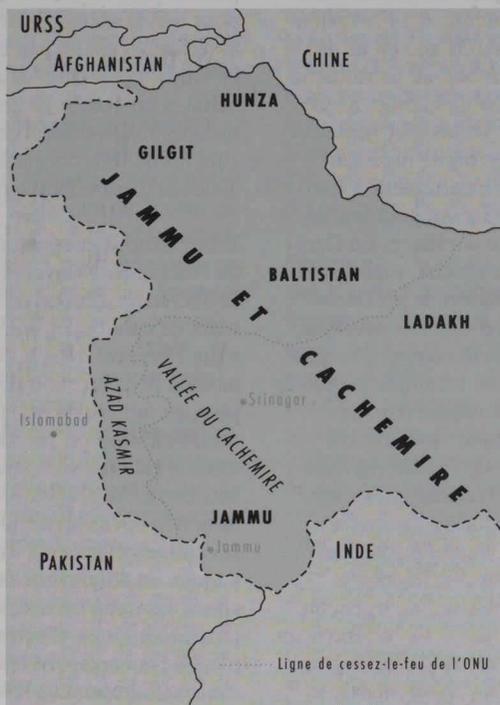
EN 1950, L'INDE A ACCORDÉ À SON SECTEUR DU CACHEMIRE UNE AUTONOMIE symbolique en vertu d'une disposition constitutionnelle spéciale, qu'elle s'est cependant empressé d'invalider dans la pratique. Les dirigeants kasmiris qui ont essayé de faire valoir cette autonomie ont été soit emprisonnés, soit remplacés par des opportunistes locaux corrompus prêts à se soumettre à la loi de New Delhi. Pour comble, l'Inde a peu investi pour le développement économique de la région.

Les rapports entre New Delhi et le Cachemire sont compliqués par le fait que ce dernier est une agglomération artificielle héritée de la période britannique. La vallée à majorité musulmane se trouve réunie avec le Jammu à majorité hindoue et le Ladakh bouddhiste, deux régions aux minorités

musulmanes assez importantes. En cas d'autonomie, les Hindous du Jammu deviendraient minoritaires par rapport aux musulmans et c'est pour éviter ce sort qu'ils ont souvent soutenus les nationalistes hindous qui, ailleurs en Inde, ont fait obstruction aux demandes d'autonomie.

L'une des possibilités qui s'offrent à l'Inde pour se sortir de l'impasse actuelle serait de scinder l'État, d'intégrer le Jammu et le Ladakh à l'Union indienne tout en conférant à une vallée du Cachemire autonome un statut confédéral particulier dans la défense et la politique étrangère indiennes. Cette stratégie, accompagnée de développements économiques importants, pourrait bien attirer des éléments importants du Front de libération qui reconnaissent avoir peu de chance d'accéder à l'indépendance face à la résistance combinée de l'Inde et du Pakistan. Pour l'heure, cependant, le premier ministre Singh, sous la pression des « durs » de la coalition hindoue, ne semble pas s'orienter dans cette direction. La politique indienne consiste à écraser l'insurrection par les armes avant de rechercher une solution politique.

L'Inde, comme le Pakistan, estime qu'il est essentiel pour elle, du point de vue militaire, de contrôler sa partie du Cachemire, région stratégique, et elle craint que l'autonomie de cette dernière crée un précédent dans le pays. La controverse indienne sur ce qui est de savoir quoi faire du Cachemire s'inscrit dans un débat en cours dont le sujet est : le système fédéral indien entier, avec ses frontières provinciales définies par les langues, devrait-il être plus décentralisé ?



CE DÉBAT EST DIRECTEMENT LIÉ AU DÉLICAT problème des rapports entre hindous et musulmans en Inde. Contrairement à ce que l'on croit généralement en Occident, la partition du sous-continent en 1947 n'a pas abouti à une répartition nette dans laquelle le Pakistan aurait hérité de tous les musulmans et l'Inde, de tous les Indiens. L'Inde compte 90 millions de musulmans, soit presque autant que le Pakistan. Officiellement, l'Inde est un État laïque, mais la droite hindoue s'attaque au principe de la laïcité. Les partisans de la laïcité redoutent, quant à eux, qu'une vallée du Cachemire autonome, à majorité musulmane, finirait par demander son indépendance ou son rattachement au Pakistan, ce qui exposerait les musulmans des autres parties de l'Inde à des attaques continues et à des accusations de trahison.

Déjà important en lui-même, le Cachemire est devenu le foyer d'une lutte plus vaste et sans solution entre la majorité hindoue et la minorité musulmane dans l'Asie du Sud. L'origine de cette lutte remonte à plus de sept siècles. Des armées musulmanes étrangères ont conquis des royaumes hindous qui ne cessaient de se quereller entre eux et, au fil du temps, elles ont instauré une série de dynasties solides dont l'empire moghol a marqué l'apogée.

L'accession à l'indépendance par rapport à la Grande-Bretagne a offert à la droite hindoue une chance de dominer enfin le sous-continent. La partition a été traumatisante, et les dirigeants indiens lui ont donné leur aval en pensant que le Pakistan deviendrait un associé minoritaire déférent à l'intérieur d'une sphère d'influence indienne. Ils n'avaient pas négocié la Guerre froide ni la puissance gonflée que ce pays acquerrait en trois décennies d'aide militaire américaine. Surtout, ils n'avaient pas prévu que le Pakistan posséderait l'arme nucléaire. La droite hindoue prenant une puissance croissante en Inde, il est probable que les pressions s'intensifieront pour qu'une épreuve de force ait lieu avant qu'Islande ait perfectionné sa capacité nucléaire opérationnelle par des vecteurs ultra-modernes. La montée du nationalisme hindou est, quant à elle, accélérée par l'assurance grandissante des dirigeants fondamentalistes musulmans au Pakistan et de leurs alliés militaires, après la chute du gouvernement de M^{me} Benazir Bhutto en août.

Dans un avenir prévisible, la perspective d'une guerre nucléaire est faible, à moins de graves convulsions politiques à New Delhi ou à Islamabad. Mais il n'en reste pas moins vrai que le processus d'instabilité et de détérioration politiques sans précédent qui se développe de part et d'autre de la frontière ne rend que trop crédibles les scénarios d'Armageddon nucléaire. □